

COMPTES RENDUS

Roger GROSJEAN. — *La Corse avant l'histoire*. Paris, Klincksieck, 1966, p. 1-95, 80 illustrations.

C'est à l'occasion du XVIII^e Congrès préhistorique de France (Corse-Pâques 1966) que paraît en librairie cet ouvrage. Abondamment illustré et destiné à faire connaître au grand public la naissance, la progression, l'apogée et les raisons de la disparition de l'une des dernières grandes civilisations de la Préhistoire corse : la civilisation mégalithique — début du III^e à la fin du II^e millénaire avant J.-C. — qui a élevé dans l'île les nombreuses sépultures dolméniques, les menhirs, les alignements de menhirs et les étonnantes statues-menhirs encore uniques en leur genre. L'auteur, Roger Grosjean (chargé de Recherches au C.N.R.S., directeur du Centre de Préhistoire corse, élève de l'abbé Breull) détermine les statues armées comme étant les représentations fidèles d'ennemis défunts, ceux de la civilisation torrèenne qui envahit la Corse au cours de la seconde moitié du II^e millénaire et identifie les Torrèens à l'un des peuples de la mer, les Shardanes énigmatiques, mobiles et agressifs. Il les définit toutes comme les premières statues réalistes naturalistes et monumentales (dépassant la taille humaine) de l'Europe occidentale puisque antérieures à la statuaire grecque et étrusque.

Ce sont les résultats publiés et inédits de douze années de recherches fructueuses, études et travaux sur les chantiers de fouilles en Corse qui ainsi sont résumés. Analysant et synthétisant les manifestations monumentales et artistiques du mégalithisme corse, cet excellent ouvrage ouvre de nouveaux horizons pour l'étude de la Protohistoire de la Méditerranée occidentale.

Intéressant aussi bien l'amateur d'art que le spécialiste le plus difficile, un très bon texte clair et précis accompagne de très belles et nombreuses illustrations. Des cartes et des tableaux synoptiques facilitent la lecture déjà très attrayante. Il convient de féliciter l'auteur, Roger Grosjean, d'avoir su si harmonieusement concilier les goûts du touriste cultivé et du bibliophile, tout en respectant parfaitement les impératifs de la méthode scientifique.

M. ESCALON DE FONTON.

Congrès archéologique de France (121^e session) - Avignon et le Comtat Venaissin. — Société française d'Archéologie, 1963 (en réalité 1965), 505 pages avec planches et figures.

Le territoire visité par la Société française d'Archéologie est restreint, beaucoup plus que celui touché par le précédent de 1909. Comme on le sait, ces congrès consistent essentiellement en visites de monuments et se terminent de façon durable par l'impression d'un volume de descriptions. L'abondance des archives notariales permet ici d'étayer l'étude monumentale de textes et de prix-faits. Laissant de côté les monuments limitrophes en Languedoc, comme ceux de Villeneuve-lès-Avignon, voici une nomenclature des édifices. D'Avignon a été exclu en raison de son ampleur le palais des Papes, qu'il n'est pas possible d'inclure dans un texte court, mais on trouvera une longue étude sur le petit palais, demeure archiépiscopale, qui n'a pas encore livré tous ses secrets, et où M. J. Vallery-Radot a dû revenir plusieurs fois pour se faire une idée plus précise d'un édifice complexe, englobant des parties antérieures, souvent remanié avec imitation réussie des parties anciennes. M. Guy Barruol a traité de la cathédrale de Notre-Dame-des-Doms ; M. Fernand Benoît de l'abbaye de Saint-Ruf et de l'église de Montfavet ; M. Hubert Sigros du palais du Roure ; M. J. Vallery-Radot de la chapelle de l'Oratoire ; M. Pierre Lavedan, de celle des Pénitents noirs et de quelques hôtels particuliers des *xvii^e* et *xviii^e* siècles.

A propos de la chapelle Saint-Charles, M. Emile Bonnel produit un texte capital sur son architecture, celui des édifices réalisés ou projetés du grand architecte Franque, qui intéresse de nombreuses régions. On le voit, ne sont pas revues beaucoup d'autres églises suffisamment connues par le guide dû à Labande en 1909.

En Vaucluse, sont décrits par M. Vallery-Radot : l'église Notre-Dame de Mornas, peu visitée (il s'agit de celle du haut, la paroisse étant en bas sur la grand'route), Saint-Quenin de Vaison, Notre-Dame du Groseau, et la chapelle Notre-Dame de Bompas. M. Hubert Sigros a eu dans son lot Notre-Dame d'Aubune et l'église Saint-Symphorien de Caumont ; M. Jacques Thirion, les cathédrales de Carpentras et de Cavallon ; M. Pierre Lavedan, les synagogues de Carpentras et de l'Isle-sur-Sorgue ; M. Guy Barruol, Notre-Dame de Nazareth à Pernes ; M. Marc Thibout, l'abbaye de Senanque ; M. François Souchal, l'église de l'Isle-sur-Sorgue. Sur Venasque, M. Février présente de bonnes raisons pour le dater du *xi^e* siècle et ne pas admettre de baptistère, tandis que M. Paul Deschamps interprète au mieux quelques peintures de la tour Ferrande à Pernes, celles relatives à la conquête du royaume de Naples par Charles d'Anjou, sans arriver à mon avis sur tous les points à une certitude.

Dans les Bouches-du-Rhône, ont été visités et décrits les châteaux de Barbentane et de Lagoy (M. Lavedan), celui de Tarascon (M^{me} Presouyre), les églises de Saint-Andiol et de Noves (M. Sigros).

Tout cela est préfacé par M. J. Vallery-Radot dans un article de plus de 30 pages intitulé *De Glanum à l'Avignon du XVIII^e siècle*, ce qui lui permet de donner une synthèse avisée des monuments romans, de la quasi-absence du haut Moyen âge, du premier et du second art roman qui se prolongea jusqu'au XIII^e siècle, de l'ère des papes d'Avignon et plus récemment de l'âge classique, mais dont divers architectes furent d'habiles restaurateurs de monuments antérieurs.

Pour une région limitée, mais étudiée en profondeur, sur des monuments moins bien décrits jusqu'ici, le volume de ce congrès offre une série de bonnes monographies, qui ne déconcertent pas les connaisseurs de l'art en Provence mais y ajoutent des précisions de formes et de dates.

J. DE FONT-REAULX.

Jean LEFLON. — *Eugène de Mazenod, t. III. L'œuvre pastorale et missionnaire. Adaptation et extension (1838-1861)*. Paris, Plon, 1965, 861 pages.

Ce troisième volume consacré à Eugène de Mazenod dépasse singulièrement les limites du diocèse de Marseille : l'œuvre pastorale marche de pair avec l'œuvre missionnaire. Les Oblats sont envoyés à travers le monde : Canada, Etats-Unis, Ceylan, Algérie, Afrique du Sud, avec des succès divers. Ajoutons que certaines questions divisent et intéressent toute l'Eglise de France, telle la polémique sur l'enseignement des auteurs anciens qui suit la publication du *Ver Rongeur* de l'abbé Gaume et qui voit l'évêque de Marseille prendre parti pour Mgr Dupanloup, défendre la tradition humaniste de l'Eglise en la matière. Ces développements n'empêchent que la vie marseillaise reste au premier plan de la très longue et très belle analyse qui termine l'œuvre monumentale de Mgr Leflon.

Nous ne saurions résumer ici pareil travail ; nous retiendrons quelques points. Et d'abord l'attitude de l'évêque durant la Seconde République et devant le Second Empire. De tendances et de formation monarchistes, lié longtemps à la légitimité, Mgr de Mazenod accepte tout régime parce qu'il le juge non d'après ses affinités, mais dans une perspective religieuse, selon l'intérêt de l'Eglise. Il a même une haute idée du jeune commissaire de la République, Emile Olivier. Lorsqu'Emile Olivier est disgracié au lendemain des Journées de juin qui ont, à l'imitation de Paris, agité Marseille, le journal de l'évêque garde la trace d'un certain regret et d'une estime certaine. « Je n'ai eu qu'à me louer, écrit Mazenod, de ce jeune préfet dans tous les rapports que ma position m'avait mis à même d'avoir avec lui... Les journaux se sont acharnés contre lui ; ils ont voulu faire peser sur lui toute la responsabilité des hésitations et du peu d'énergie que l'on mit à réprimer l'émeute des 22 et 23 juin, tandis que le général devrait au moins la partager. » Alors que, comme l'a très justement rappelé la très récente thèse de M. Tudesq, le parti de l'Ordre est plus divisé sur la question de l'élection présidentielle qu'on ne l'avait longtemps prétendu, Mgr de Mazenod, d'accord avec l'ensemble de ses fidèles et avec le sentiment de Pie IX qui redoutait le succès d'un Bonaparte, vote pour le général Cavaignac. Cela ne l'empêche pas d'accepter le coup d'Etat, de seconder en décem-

bre 1851 Louis-Napoléon, de l'accueillir avec éclat lors du voyage entrepris en 1852 et dont Marseille fut une étape essentielle. Opportunisme excessif, quoique sincère, dont Mgr de Mazenod va être plus que largement récompensé : il est nommé chevalier de la Légion d'Honneur ; le prince-président pose la première pierre de la cathédrale si obstinément réclamée ; bientôt l'évêque siégera au Sénat Impérial.

Le désenchantement devait suivre : Eugène de Mazenod était trop attaché au Souverain Pontife, qu'il avait envisagé un moment d'accueillir à Marseille lorsqu'il était chassé de ses Etats, pour ne pas se sentir atteint par la politique italienne de Napoléon III. Une autre déconvenue personnelle mais très douloureuse devait être la suite de ces événements essentiels : doyen de l'épiscopat, bien vu de l'Empereur et de Pie IX, Mazenod aurait dû recevoir le chapeau et la dignité de cardinal. Comme dit Mgr Leflon, « les relations entre le Saint-Siège et l'Empereur ne cessaient de s'aggraver. Mgr de Mazenod, qui déclinait, mourra donc sans recevoir la plus haute récompense que lui avait promise le Saint-Père et qui eût été pour lui, non un couronnement de carrière, car jamais il ne considéra le sacerdoce comme une carrière, mais la juste consécration de son œuvre évangélique au service de son diocèse et des missions évangéliques ».

Ces relations avec la politique que Mgr Leflon suit avec un extrême et précieux luxe de détails intéresseront moins certains lecteurs que les efforts de l'évêque pour avoir un clergé impeccable, sa volonté de satisfaire aux besoins d'un diocèse en pleine expansion et parfois son intelligence des problèmes religieux. Mgr Leflon a raison de montrer l'intérêt de sa lettre pastorale de 1846, « l'une des plus remarquables et des plus modernes qu'il ait écrites ». L'évêque s'alarme de la passivité des fidèles qui durant la grand'messe restent « de simples auditeurs » repliés sur une prière solitaire. Il a le sens le plus aigu de la communion des cœurs en Jésus-Christ. Ame ardente, attachée à Rome, Mgr de Mazenod se sent pourtant porté à défendre les traditions locales et à admirer ce qu'elles peuvent avoir de vivifiant pour la vie religieuse. De même qu'il se sépare des catholiques les plus intransigeants en admettant la loi Falloux, il est « choqué des outrances de l'abbé de Solesmes qui compromettent le retour à la liturgie romaine ». Il y avait chez lui un fonds de raison qu'il ne faut pas négliger et que Mgr Leflon a su extraire de l'image souvent simplifiée que nous avons de lui.

Tous ces traits du personnage, Mgr Leflon les rassemble dans une conclusion longue et riche en nuances qui veut juger avec mesure et avec équité l'homme, le spirituel, l'apôtre. L'homme est riche en contrastes parce que vif, impétueux, suivant trop souvent le premier mouvement. Fier et franc, il sait pourtant mener à bien, quand il le veut, une négociation délicate. Homme d'ancien régime, attaché aux pompes extérieures, il est personnellement très simple et, ce qui n'est pas contradictoire avec ses origines et ses goûts d'aristocrate, à l'aise avec les simples. Dans une page fort jolie, Mgr Leflon évoque les relations très marseillaises, dans le bon sens du terme, nous voulons dire très chaleureuses, exemptes d'arrière-pensées et de protocole, de l'évêque avec les dames du marché. « Leur reine, Babeau, que rien n'impressionnait, faisait parfois arrêter sa voiture, se campait devant la portière, et l'entretien commençait dans un provençal qui appelait les choses par leur nom, en adoucissant

par ses harmonies chantantes ce que les propos avaient parfois de trop direct. Les commères accouraient pour enrichir le dialogue. Mgr de Mazenod répliquait sans façon et, sous des formes non moins pittoresques, glissait avec esprit, avec cœur, quelques pensées de foi. »

Nous venons d'écrire le mot essentiel : Eugène de Mazenod, du jour où il est prêtre, est une âme religieuse qui confond foi et raison de vivre. Foi qui souvent ne tient pas suffisamment compte des faiblesses humaines de son clergé, de ses besoins physiques, de ses susceptibilités (d'où la réaction si radicale qui suit sa mort en 1861) ; foi qui, par moments, se trompe comme il advient lorsque Mgr de Mazenod, avec l'ensemble de l'épiscopat français, défend les intérêts temporels de la papauté, comme si les fondements mêmes de la religion étaient menacés ; foi qui n'entre pas assez dans la psychologie des incrédules, qui s'expose et qui s'oppose avec une intransigeance qui peut être une forme de la maladresse, mais foi qui permet aussi d'aller de l'avant, de dominer les difficultés du jour, les petites attaques, les calomnies, tout ce que le quotidien charrie de scories et de boue.

P. GUIRAL.

L'Artisanat et l'Apprentissage. — 8^e Colloque d'Histoire organisé par la Faculté des Lettres et Sciences Humaines d'Aix, avec la collaboration de l'Assemblée des Présidents des Chambres des Métiers de France, les 8 et 9 mai 1964. Aix, Editions Ophrys, 1965, in-8°, 193 p. (Publications des *Annales de la Faculté*, nouvelle série, n° 47).

Un an après s'être tenu à Aix sur l'initiative de M. Pierre Guiral, animateur depuis de longues années de ces rencontres, le VIII^e Colloque d'Histoire, dont le déroulement a fait l'objet d'un compte rendu de M. Agulhon dans le fascicule 56 de *Provence Historique*, entre dans les bibliothèques sous la forme d'un élégant volume de près de 200 pages, admirablement préfacé par M. Labrousse et groupant les douze communications présentées.

On se rappelle que l'originalité de ce Colloque, suivi par un public particulièrement nombreux, et auquel participaient des présidents de Chambres de métiers de France et d'Allemagne, résidait dans ce que M. Labrousse appelle la « collaboration naturelle entre praticiens et historiens », le porte-parole des « praticiens » étant principalement M. Bouchard, inspecteur d'apprentissage de la Chambre de métiers de la Sarthe, auteur d'une communication remarquable et remarquée sur « le rôle de l'artisanat dans la formation professionnelle et dans l'éducation nationale contemporaines ».

On retrouve aussi dans le volume la collaboration traditionnelle entre historiens et géographes (M. Wolkowitsch présente un « Essai sur l'artisanat dans les Bouches-du-Rhône », dont la modestie du titre n'a d'égale que la finesse de l'analyse) et la collaboration non moins traditionnelle entre historiens aixois (MM. Guiral, Golvin — ce dernier auteur d'une étude sur les « problèmes de l'artisanat en Afrique du Nord », — M^{me} Knibiehler, MM. Agulhon et Olivesi) et historiens « de l'extérieur » : M. Leuilliot, auteur d'un article sur « l'artisanat en Alsace dans la première moitié du XIX^e siècle » ; M. Soboul qui traite « les

problèmes de l'apprentissage » dans la seconde moitié du XVIII^e siècle » ; M. Tudesq qui examine « Comment le grand patronat considère le travail des enfants en 1840 » ; M. Jean Robert, secrétaire du Colloque et guide précieux pour tous dans son article : « Au sujet de recherches concernant le secteur des métiers dans les Facultés des Lettres et des Sciences humaines ».

Arrêtons-nous plus longuement aux cinq études historiques qui concernent partiellement ou entièrement la Provence.

L'étude de M^{me} Knibiehler : « Du nouveau sur Adolphe Blanqui et ses enquêtes sur le monde du travail » est provençale par sa documentation constituée par les lettres de l'économiste Blanqui à l'aixoise Mignet, alors secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences morales et politiques, et par les passages de ces lettres concernant le département des Basses-Alpes qui apparaît, sous la Monarchie de Juillet, comme un type de région sous-développée, habitée par des « gens hâves qui ne mangent jamais de viande et qui paient toujours l'impôt », ce qui amène Blanqui à conclure : « J'aimerais assez que la France prit possession du département des Basses-Alpes. »

Puisant dans les archives départementales, M. Guiral étudie « le travail des enfants dans les Bouches-du-Rhône au milieu du XIX^e siècle ». Face à l'optimisme préfectoral qui affirme que ce travail est l'exception, il montre que « le peuple enfantin soumis à un travail précoce » est plus nombreux qu'il ne ressort des statistiques officielles du département qui, en 1843, dénombrent 525 enfants de moins de 16 ans (dont 221 au-dessous de 13 ans), 209 étant employés dans le textile et 114 dans les mines.

La loi du 22 mars 1841 limitant le travail des enfants dans les manufactures (et l'interdisant au-dessous de 8 ans dans celles employant plus de 20 ouvriers, mais non dans les petits ateliers) fut médiocrement respectée dans les Bouches-du-Rhône comme ailleurs. Cela ressort en particulier du rapport de 1851 du D^r Goyrand dont M. Guiral met en lumière l'activité sociale jusqu'ici peu connue. Le D^r Goyrand note que, dans le textile, les enfants « ont généralement de 7 à 10 ans. Par exception on y admet des enfants de 5 à 6 ans. »

Son analyse des conditions de travail dans les exploitations de lignite de Gréasque, Fuveau, Belcodène — qui emploient 300 enfants — est comme une « descente aux enfers du monde minier provençal du XIX^e siècle ». En raison des nombreuses maladies et infirmités des mineurs, il demande « une application rigoureuse des lois relatives au travail des enfants ». — « Conclusion courageuse — note M. Guiral — qui apparente le docteur Goyrand au docteur Villermé, au docteur Guépin de Nantes, au docteur Benassis de Balzac, à tous ces médecins du XIX^e siècle qui, dans la vie ou dans la littérature, ont compris combien pesaient sur l'homme les conditions inhumaines du travail. »

A l'origine du maintien de ces « conditions inhumaines » jusque dans le dernier quart du XIX^e siècle, M. Guiral dénonce « une affreuse connivence » des parents avec les employeurs, résultant du fait que souvent « le budget familial était assis sur le travail des enfants ». Il conclut en soulignant la « résistance des habitudes » particulièrement sensible dans les Bouches-du-Rhône.

C'est encore du travail des enfants qu'il est question, entre autres, dans l'article de M. l'abbé Charpin intitulé : « Travail des enfants et pratique religieuse à Marseille ».

Disciple de M. Le Bras, M. l'abbé Charpin analyse la mutation de la physionomie sociale de la pratique religieuse à Marseille sous le Second Empire : alors qu'avant 1860 l'attachement à l'Eglise était le plus vif dans le milieu populaire, après 1870, le relais est pris par le milieu des négociants. A cette mutation, l'auteur voit trois causes : le « déracinement culturel » des immigrants qui affluent à Marseille, l'extension du travail du dimanche qui entraîne l'absentéisme aux offices, et enfin le travail des enfants contre lequel s'élève avec vigueur le curé de la Viste dans une lettre au Préfet du 4 octobre 1872 dont nous relevons les passages suivants : « Il y a en France une loi pour protéger les animaux contre la brutalité de leurs conducteurs, mais pourquoi n'y en a-t-il pas une qui protège l'enfance contre la rapacité des parents et des industriels qui l'exploitent impitoyablement?... Les enfants sont sacrifiés moralement et physiquement. C'est un véritable assassinat. » En fait, il fallut attendre la loi du 28 mars 1882 sur l'obligation scolaire pour voir disparaître le travail des enfants dans les couches les plus pauvres de la population marseillaise.

M. Olivesi — à qui rien de ce qui concerne la Marseille des débuts de la III^e République n'est étranger — analyse et commente « un rapport sur l'enseignement professionnel dans les Bouches-du-Rhône au début de la III^e République », rapport remis le 5 janvier 1871 à la préfecture de Marseille, avant d'être publié par la presse, puis imprimé sous la forme d'une brochure de XII-63 pages.

L'auteur du rapport, J.-B. Brochier (1829-1886), marseillais de naissance et futur maire de sa ville (1881-1884), ingénieur de formation, industriel-commerçant de profession, républicain positiviste et laïque de conviction, est une personnalité attachante, en contact à la fois avec les milieux ouvriers et les milieux bourgeois, passionné pour les problèmes de l'enseignement professionnel pour des raisons d'ordre patriotique, politique, économique et social. Les mêmes motifs patriotiques devaient d'ailleurs inspirer, en 1872, les fondateurs de l'Ecole supérieure de Commerce de Marseille.

En matière d'enseignement professionnel, Brochier est nettement décentralisateur et hostile à la stérile uniformité liée à un « Etat Providence » (le terme figure dans son rapport). De l'Etat, il souhaite, aide et encouragement, mais non pas une réglementation étroite. Il fait siens les propos de Jules Simon : « L'uniformité peut faire des bacheliers mais la société lui demande des ingénieurs. L'unité administrative qui règne et gouverne dans notre pays empêche-t-elle la variété industrielle ? Et l'éducation professionnelle doit-elle être la même à Paris, à Marseille, à Lille, à Strasbourg ? »

Aussi Brochier propose-t-il une organisation départementale des écoles professionnelles, conçue en fonction des nécessités locales, et visant à « rendre service aux classes laborieuses » auxquelles il rêve de donner une formation polyvalente pour diminuer les risques de chômage et éviter au travailleur de devenir « le serf d'une seule profession ». Il préconise ainsi pour les Bouches-du-Rhône la création

d'une série d'écoles spécialisées dont une école professionnelle industrielle, une école professionnelle commerciale, dispensant toutes deux un enseignement à caractère scientifique et pratique, des écoles professionnelles agricoles « tenant le milieu entre les écoles primaires et les fermes-écoles », des écoles spéciales de dessin, à la manière de celle fonctionnant à Aix dans le cadre du musée, une école professionnelle de filles dont l'horaire hebdomadaire réservait quatre heures à « l'histoire, la géographie et la morale », sans parler des cours professionnels du soir pour les adultes. Vaste programme dont la réalisation prit une trentaine d'années ! Certes, dès 1872 s'ouvrait l'École supérieure de Commerce de la rue Sainte-Victoire. Elle était fondée sur le modèle de celle de Mulhouse dont elle recueillait une partie des professeurs qui avaient quitté l'Alsace annexée. Sa mise en route fut assurée par une société anonyme au capital de 450.000 francs, somme souscrite par les grands notables de l'économie marseillaise dont les noms figurent encore dans l'Annuaire ou sur les plaques des rues de Marseille. Tout en approuvant la création de l'École supérieure de Commerce, Brochier dans un second rapport, soumis en 1872 au conseil municipal de Marseille, formulait quelques réserves :

« Quelques rares écoles de commerce pourront bien parvenir à donner aux fils, neveux et protégés de nos grands négociants une éducation un peu plus pratique que celle qu'ils auraient pu acquérir dans les lycées. Toutefois à quoi serviront-elles à l'enfant du peuple dont le père n'a pas pour protecteur une des grandes notabilités financières ou industrielles ? Quelques bourses généreusement accordées ne seront-elles pas une satisfaction insuffisante ? »

Ses idées, cependant, faisaient lentement leur chemin. En 1880 était ouverte la première école professionnelle de jeunes filles de Marseille, mais l'École pratique d'industrie de garçons ne sera ouverte qu'en 1900. Saluons en Brochier un des promoteurs de l'enseignement technique démocratisé.

Le remarquable article de M. Agulhon sur « le rôle politique des artisans dans le département du Var, de la Révolution à la Deuxième République » commence par un essai de délimitation du concept d'artisan sous l'Ancien Régime. En effet ce terme englobait alors « beaucoup plus de monde qu'aujourd'hui : non seulement nos artisans au sens actuel du mot, mais encore l'équivalent de nos petits industriels, de nos ouvriers et de nos petits commerçants... en somme le monde des métiers et de la boutique ».

L'étude proprement dite se divise en trois parties, selon un plan chronologique. La première concerne la place des artisans dans la société provençale (et notamment varoise) à la fin de l'Ancien Régime et au cours de la Révolution. Alors que sous l'Ancien Régime les artisans ne jouaient guère de rôle dans la vie municipale, sauf dans les très petites communes et témoignaient, dans l'ensemble, d'un état d'esprit conservateur, la Révolution les fit basculer dans le camp opposé, du moins dans les grosses communes. Plus la Révolution devient démocratique, et plus le Var compte de maires issus de l'artisanat ; inversement, à la suite de la réaction thermidorienne le nombre des artisans-maires diminue.

Dans sa deuxième partie, M. Agulhon étudie le rôle des artisans varois dans le dernier soubresaut révolutionnaire : les complots de 1812, dont la « vedette » fut le grassois Guidal, général disgracié pour ses idées républicaines et qui prit part à la célèbre conspiration de Malet. Sur les onze « complices » grassois de Guidal, on compte neuf « artisans » auxquels le procureur impérial prêtait le noir dessein de mettre la ville au pillage, avec l'aide de « la classe indigente ». Parmi les victimes de la vague d'arrestations de 1813, la prépondérance artisanale se maintient. Elle est même mentionnée par l'homme envoyé spécialement sur place pour diriger l'enquête et qui n'était autre que le comte Pelet de la Lozère, dont M. Agulhon cite le rapport — inédit — au duc de Rovigo. Sous la plume des divers représentants de l'autorité impériale se dessine l'image d'une classe artisanale à laquelle la Révolution a inoculé sans rémission le virus politique. C'est aussi l'avis du premier préfet de la Restauration qui, analysant l'opinion de ses administrés, oppose à l'esprit « excellent » du peuple rural celui « moins bon » du monde artisanal « parce que le nombre de gens qui ont été marquants dans la Révolution y est assez considérable ».

La troisième partie de l'article esquisse le rôle — essentiel — des artisans varois dans l'évolution républicaine du département au XIX^e siècle. Chaque révolution parisienne se prolonge par une petite révolution municipale qui voit augmenter le nombre des maires issus de l'artisanat. Parallèlement l'exode rural en Provence intérieure, en amputant les villages de leur « micro-bourgeoisie » rurale a encore amplifié la « promotion municipale » de l'artisanat.

Le grand mérite de l'étude de M. Agulhon est de montrer les liaisons entre les activités économiques, les faits sociaux et les mentalités politiques. Elle nous a mis en appétit : on a hâte de lire la thèse de M. Agulhon.

En conclusion, quiconque a suivi et vécu ce VIII^e Colloque d'histoire en retrouve avec plaisir les communications dans ce volume dont la lecture est un régal pour l'amateur et une nécessité pour le chercheur.

A. MEYER.